

DISEGNO DI LEGGE

presentato dal **Ministro degli Affari Esteri**

(ANDREOTTI)

di concerto col **Ministro di Grazia e Giustizia**

(VASSALLI)

col **Ministro delle Finanze**

(GAVA)

col **Ministro del Tesoro**

(AMATO)

col **Ministro del Lavoro e della Previdenza Sociale**

(FORMICA)

e col **Ministro del Turismo e dello Spettacolo**

(CARRARO)

COMUNICATO ALLA PRESIDENZA IL 10 NOVEMBRE 1987

Ratifica ed esecuzione dell'Accordo europeo relativo alla
concessione di cure mediche alle persone in soggiorno
temporaneo, adottato a Ginevra il 17 ottobre 1980

ONOREVOLI SENATORI. - L'Accordo europeo per la concessione di cure mediche alle persone in temporaneo soggiorno, che è il frutto di un negoziato iniziato in seno al Consiglio d'Europa e trasferito, in seguito, nell'ambito della Organizzazione internazionale del lavoro, è stato concluso a Ginevra il 17 ottobre 1980 con la partecipazione dei Paesi sia dell'Europa occidentale che dell'Europa orientale. Esso è stato ratificato da cinque Stati: Ungheria, Paesi Bassi, Repubblica democratica tedesca, Repubblica federale tedesca e Svezia, e firmato da Finlandia, Norvegia, Svezia, Svizzera, Turchia e Italia, ed è entrato in vigore il 1° febbraio 1983.

L'Accordo riveste un indubbio significato politico poichè dà attuazione ad alcune disposizioni dell'Atto finale della Conferenza sulla sicurezza e la cooperazione europea, mirando a facilitare gli spostamenti dei rispettivi cittadini negli altri Paesi che vi aderiscono. Esso presenta inoltre un'importanza pratica immediata per tutti i cittadini italiani che, recandosi temporaneamente all'estero in un Paese che sia parte contraente dell'Accordo, potranno beneficiare di cure mediche gratuite; e risponde infine ad un preciso interesse del nostro Paese ai fini della promozione del turismo.

L'Accordo mira, in sostanza, ad assicurare le cure mediche a quei cittadini che, recandosi occasionalmente all'estero per motivi di turismo, studio e tirocinio, si trovino nelle condizioni di averne bisogno e le prestazioni del Servizio sanitario nazionale ai cittadini stranieri in temporaneo soggiorno in Italia.

L'Accordo in esame si affianca alle disposizioni previste in materia di assistenza sanitaria dai regolamenti comunitari e dalle clausole delle convenzioni bilaterali di sicurezza sociale. Risulteranno così coperti dall'assistenza sanitaria quelle categorie di cittadini che sono escluse dal campo di applicazione dei suddetti atti e tutti i cittadini che si recheranno in Paesi extracomunitari contraenti con i quali non esiste una convenzione bilaterale di sicurezza sociale.

Per evitare carichi finanziari troppo onerosi e possibili abusi, l'Accordo prevede che le protesi, le apparecchiature, nonché le prestazioni sanitarie particolari siano soggette ad autorizzazione dell'istituzione competente del Paese di origine del beneficiario.

È inoltre previsto che il malato, qualora le sue condizioni ne permettano il trasporto, a seguito di accordi intervenuti tra le istituzioni dei due Paesi, sia rimpatriato nel suo Paese di origine.

Le disposizioni dell'Accordo non si applicano alle persone che si recano sul territorio di un altro Stato contraente al solo fine di ricevere cure mediche, nè ai lavoratori distaccati e alle altre persone soggette a disciplina speciale.

Il recepimento dell'Accordo non comporta oneri a carico del bilancio dello Stato, in quanto rimette a successive intese il rimborso delle prestazioni rese a cittadini stranieri da parte delle istituzioni competenti dello Stato di appartenenza (articolo 6).

DISEGNO DI LEGGE

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'Accordo europeo relativo alla concessione di cure mediche alle persone in soggiorno temporaneo, adottato a Ginevra il 17 ottobre 1980.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo di cui all'articolo 1 a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 13 dell'Accordo stesso.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

ACCORD EUROPEEN
CONCERNANT L'OCTROI DES SOINS MEDICAUX
AUX PERSONNES EN SEJOUR TEMPORAIRE

Les Etats signataires du présent Accord,

Considérant les clauses pertinentes de l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe;

Rappelant les recommandations des Conférences régionales européennes de l'Organisation internationale du Travail sur le développement de la coopération dans le domaine de la sécurité sociale;

Tenant compte de l'importance des problèmes de sécurité sociale à résoudre en raison de l'extension des liens mutuels entre ces Etats et du nombre de personnes en séjour temporaire sur le territoire d'un Etat autre que celui en vertu de la législation duquel elles ont droit aux soins médicaux,

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1

Aux fins de l'application du présent Accord :

- a) les termes "Partie Contractante" désignent tout Etat ayant déposé un instrument de ratification;
- b) le terme "législation" désigne les lois, les règlements et les dispositions statutaires qui sont en vigueur à la date de la signature du présent Accord ou entreront en vigueur ultérieurement sur l'ensemble ou sur une partie quelconque du territoire de chaque Partie Contractante, concernant les régimes de sécurité sociale qui régissent l'octroi des soins médicaux, y compris les services nationaux de santé;
- c) les termes "convention de sécurité sociale" désignent tout accord bilatéral ou multilatéral qui lie ou liera exclusivement deux ou plusieurs Parties Contractantes, ainsi que tout accord multilatéral qui lie ou liera au moins deux Parties Contractantes et un autre Etat ou plusieurs autres Etats quant à l'octroi des soins médicaux;
- d) les termes "autorité compétente" désignent le ministre, les ministres ou l'autorité correspondante dont relève la législation de chaque Partie Contractante, sur l'ensemble ou sur une partie quelconque du territoire de cette Partie;
- e) les termes "institution compétente" désignent :
 - i) s'il s'agit d'un régime d'assurance sociale, l'institution de la Partie Contractante auprès de laquelle l'intéressé peut faire valoir un droit aux soins médicaux ou auprès de laquelle il pourrait faire valoir un tel droit, s'il se trouvait sur le territoire de cette Partie;
 - ii) s'il s'agit d'un régime autre qu'un régime d'assurance sociale, l'institution désignée par l'autorité compétente de la Partie Contractante en cause;

f) les termes "Etat compétent" désignent la Partie Contractante sur le territoire de laquelle se trouve l'institution compétente;

g) le terme "séjour" désigne le séjour temporaire sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent, dans la limite de la durée prescrite, le cas échéant, par la réglementation nationale de la première Partie;

h) les termes "institution du lieu de séjour" désignent l'institution habilitée à accorder les soins médicaux au lieu où l'intéressé séjourne, selon la législation de la Partie Contractante que cette institution applique;

i) les termes "soins médicaux" couvrent les soins médicaux requis en cas de maladie, d'accident ou de maternité;

j) les termes "cas d'urgence absolue" désignent les cas dans lesquels l'octroi des soins médicaux ou des prestations connexes ne peut être différé sans mettre en danger la vie ou la santé de l'intéressé.

Article 2

1. Sont admises à bénéficier des dispositions du présent Accord toutes les personnes qui peuvent faire valoir un droit aux soins médicaux en vertu de la législation d'une Partie Contractante ou qui pourraient faire valoir un droit aux soins médicaux en vertu de la législation de cette Partie, si elles se trouvaient sur son territoire.
2. Toutefois, si la législation d'une Partie Contractante comporte plusieurs régimes de soins médicaux, cette Partie peut préciser à l'annexe I les régimes de soins médicaux prévus par sa législation et auxquels le présent Accord est applicable, dans ses relations avec toute autre Partie Contractante avec laquelle elle est convenue d'appliquer les dispositions de l'alinéa b) ou de l'alinéa c) du paragraphe 1 de l'article 6.
3. Chaque Partie Contractante intéressée notifiera, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 18, tout amendement à apporter à l'annexe I.

Article 3

1. Le présent Accord se substitue aux dispositions correspondantes de toute convention de sécurité sociale, dans les relations entre Parties Contractantes, à condition que ces dispositions soient mentionnées à l'annexe II, d'un commun accord entre les Parties Contractantes en cause.
2. Les Parties Contractantes en cause notifieront, d'un commun accord, pour ce qui les concerne, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 18, tout amendement à apporter à l'annexe II.

Article 4

1. Les personnes admises à bénéficier des dispositions du présent Accord et dont l'état vient à nécessiter immédiatement des soins médicaux, selon l'avis médical, au cours d'un séjour sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent, reçoivent les soins médicaux requis par leur état, comme si elles y avaient droit en vertu de la législation de cette Partie. Ces soins sont accordés par l'institution du lieu de séjour, selon les dispositions de la législation que cette institution applique, comme si les intéressés relevaient de ladite institution, jusqu'à leur guérison ou jusqu'à ce que leur état leur permette, selon l'avis médical, de retourner ou d'être rapatriés sur le territoire de la Partie Contractante où ils résident, dans les conditions prévues au paragraphe 3 du présent article.

2. L'octroi des prothèses, du grand appareillage et d'autres prestations en nature de grande importance, à préciser, d'un commun accord, par les autorités compétentes des Parties Contractantes en cause, est subordonné à l'autorisation de l'institution compétente, dans les relations entre des institutions qui appliquent les dispositions de l'alinéa b) du paragraphe 1 de l'article 6. Toutefois, cette autorisation n'est pas requise en cas d'urgence absolue.

3. Si l'état d'une personne visée au paragraphe 1 du présent article ne lui permet pas de retourner par ses propres moyens sur le territoire de l'Etat où elle réside, mais permet néanmoins son transport, l'institution du lieu de séjour prend les mesures nécessaires pour assurer le rapatriement de cette personne sur le territoire de cet Etat, en liaison avec l'institution compétente, pour autant qu'un accord ait été

conclu à cet effet entre les Parties Contractantes intéressées ou entre leurs autorités compétentes.

4. Si la législation appliquée par l'institution du lieu de séjour comporte plusieurs régimes de soins médicaux, les dispositions applicables à l'octroi des soins médicaux en vertu des dispositions du paragraphe 1 du présent article sont celles du régime général ou, à défaut, du régime dont relèvent les travailleurs salariés de l'industrie.

5. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 1 du présent article, les dispositions du présent Accord ne sont pas applicables aux personnes qui se rendent sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent en vue de recevoir des soins médicaux.

Article 5

1. Pour bénéficier des soins médicaux en vertu des dispositions du paragraphe 1 de l'article 4, l'intéressé doit fournir la justification de son droit aux soins médicaux en vertu de la législation d'une Partie Contractante autre que celle sur le territoire de laquelle il se trouve.
2. La justification visée au paragraphe précédent du présent article est fournie au moyen d'une attestation délivrée par l'institution compétente, selon un modèle convenu entre les autorités compétentes des Parties Contractantes.
3. Lorsque l'intéressé a droit aux soins médicaux en vertu de la législation d'une Partie Contractante qui garantit un tel droit à tous les ressortissants ou à tous les résidents de cette Partie, l'intéressé peut être admis à produire, au lieu de l'attestation visée au paragraphe précédent du présent article, son passeport ou une autre pièce d'identité reconnue comme équivalente, si les autorités compétentes des Parties Contractantes en cause en ont décidé ainsi d'un commun accord.
4. En cas d'urgence absolue, les soins médicaux ne peuvent être refusés à l'intéressé pour la raison qu'il n'est pas en mesure de présenter, au moment voulu, l'attestation visée au paragraphe 2 ou de produire l'un des documents visés au paragraphe précédent du présent article. Toutefois, dans un tel cas, l'institution du lieu de séjour s'adresse à l'institution compétente pour déterminer si l'intéressé est admis à bénéficier des dispositions du présent Accord. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 de l'article 2, les Parties Contractantes qui sont convenus d'appliquer les dispositions de l'alinéa b) ou de l'alinéa c) du paragraphe 1 de l'article 6 pourront régler d'un commun accord les difficultés résultant de l'application de la phrase précédente du présent paragraphe.

5. Si la vie ou la santé d'une personne dont l'état requiert des soins médicaux est gravement menacée, ou s'il s'agit d'une personne hospitalisée de moins de dix-huit ans et séparée de sa famille, il est souhaitable, dans l'intérêt de la personne concernée, d'aviser l'autorité consulaire de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle cette personne réside.

Article 6

1. Les frais de soins médicaux supportés par l'institution du lieu de séjour, en vertu des dispositions de l'article 4 :

- a) ne donnent lieu à aucun remboursement de la part de l'institution compétente,
- b) donnent lieu à remboursement intégral de la part de l'institution compétente, sur justification des dépenses effectives, à l'exclusion des frais administratifs,
- c) donnent lieu à remboursement de la part de l'institution compétente, conformément à des arrangements particuliers,

selon que les Parties Contractantes en cause sont convenues d'appliquer les dispositions des alinéas a), b) ou c) du présent paragraphe.

2. Dans les relations entre des Parties Contractantes qui sont convenues d'appliquer les dispositions de l'alinéa b) du paragraphe précédent du présent article, l'institution compétente rembourse le montant effectif des frais de soins médicaux supportés par l'institution du lieu de séjour, en vertu des dispositions de l'article 4, tel que ce montant résulte de la comptabilité de cette dernière institution. Le montant des frais à rembourser ne peut excéder le montant effectif des frais afférents à des soins médicaux identiques qui auraient été accordés à des bénéficiaires relevant normalement de l'institution du lieu de séjour.

3. Dans les relations entre des Parties Contractantes qui sont convenues d'appliquer les dispositions de l'alinéa c) du paragraphe 1 du présent

article, l'institution compétente rembourse le montant des frais de soins médicaux supportés par l'institution du lieu de séjour en vertu des dispositions de l'article 4, conformément aux arrangements particuliers conclus entre ces Parties, notamment sur la base de forfaits établis d'un commun accord entre les autorités compétentes desdites Parties, à partir de toutes les références appropriées, tirées des données disponibles.

Article 7

1. Lorsque, en vertu du présent Accord, l'institution d'une Partie Contractante est débitrice de sommes destinées au remboursement de frais supportés par l'institution d'une autre Partie Contractante, la dette est exprimée dans la monnaie de la seconde Partie. La première institution s'en libère valablement dans ladite monnaie, à moins que les Parties Contractantes en cause ne soient convenues d'autres modalités.

2. Les transferts de sommes qui résultent de l'application du présent Accord sont effectués, en tant que de besoin, conformément aux accords en vigueur en cette matière, au moment du transfert, entre les Parties Contractantes en cause. A défaut, des accords spécifiques devront être conclus entre les Parties intéressées.

Article 8

1. Les autorités compétentes des Parties Contractantes se communiquent :
 - a) toutes informations utiles à l'application du présent Accord;
 - b) toutes informations concernant les mesures prises pour l'application du présent Accord;
 - c) toutes informations concernant les modifications de leur législation susceptibles d'affecter l'application du présent Accord.
2. Pour l'application du présent Accord, les autorités et institutions des Parties Contractantes se prêtent leurs bons offices, comme s'ils s'agissait de l'application de leur propre législation. L'entraide administrative de ces autorités et institutions est en principe gratuite. Toutefois, les autorités compétentes des Parties Contractantes peuvent convenir du remboursement de certains frais.
3. Pour l'application du présent Accord, les autorités et institutions des Parties Contractantes peuvent communiquer directement entre elles.
4. Les autorités et institutions des Parties Contractantes peuvent aussi communiquer directement avec les intéressés ou leurs mandataires, dans l'intérêt des personnes admises à bénéficier des dispositions du présent Accord.
5. Les autorités compétentes des Parties Contractantes prennent toutes mesures qui peuvent se révéler nécessaires pour faciliter la solution de certains cas particuliers, individuels ou collectifs, dans l'intérêt des personnes admises à bénéficier des dispositions du présent Accord.

Article 9

1. Le bénéfice des exemptions ou réductions de taxes, de timbres, de droits de greffe ou d'enregistrement, prévues par la législation d'une Partie Contractante pour les pièces ou documents à produire en application de la législation de cette Partie, est étendu aux pièces ou documents analogues à produire en application de la législation d'une autre Partie Contractante ou du présent Accord.
2. Tous actes, documents ou pièces quelconques de nature officielle à produire aux fins de l'application du présent Accord sont dispensés de légalisation et de toute autre formalité similaire.

Article 10

1. Les demandes ou recours qui auraient dû être introduits, selon la législation d'une Partie Contractante, dans un délai déterminé, auprès d'une institution de cette Partie, sont recevables s'ils sont introduits dans le même délai auprès d'une institution correspondante d'une autre Partie Contractante. En ce cas, l'institution ainsi saisie transmet sans délai ces demandes ou recours à l'institution de la première Partie qui est compétente pour en connaître, soit directement, soit par l'intermédiaire des autorités compétentes des Parties Contractantes en cause. La date à laquelle ces demandes ou recours ont été introduits auprès d'une institution de la seconde Partie est considérée comme la date d'introduction auprès de l'institution compétente pour en connaître.

2. Les demandes, déclarations, recours et autres pièces qui sont présentés, aux fins de l'application du présent Accord, auprès d'une autorité ou d'une institution d'une Partie Contractante ne peuvent être rejetés pour le motif qu'ils sont rédigés dans une langue officielle d'une autre Partie Contractante.

Article 11

Tout différend venant à s'élever entre deux ou plusieurs Parties Contractantes concernant l'interprétation ou l'application du présent Accord sera résolu par voie de négociation directe entre les autorités compétentes des Parties Contractantes intéressées. S'il s'agit d'une question intéressant l'ensemble des Parties Contractantes, le Directeur général du Bureau international du Travail pourra soumettre le différend, à la demande de ces autorités et après consultation des autorités compétentes des autres Parties Contractantes, à une réunion des représentants des autorités compétentes de l'ensemble des Parties Contractantes qui formulera un avis sur cette question.

Article 12

Les annexes visées au paragraphe 2 de l'article 2 et au paragraphe 1 de l'article 3, ainsi que les amendements qui seront apportés à ces annexes, font partie intégrante du présent Accord.

Article 13

1. Le présent Accord est ouvert à la signature de tout Etat européen, au Bureau international du Travail.
2. Le présent Accord sera soumis à ratification. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Directeur général du Bureau international du Travail.
3. Le présent Accord entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant celui au cours duquel sera intervenu le dépôt du deuxième instrument de ratification.
4. Pour tout Etat qui le ratifiera ultérieurement, le présent Accord entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant celui au cours duquel sera intervenu le dépôt de son instrument de ratification.

Article 14

1. Après l'expiration d'une période de deux années à partir de la date d'entrée en vigueur initiale du présent Accord, tout Membre non européen de l'Organisation internationale du Travail pourra adhérer à cet Accord.
2. Toutefois, chaque Partie Contractante au présent Accord disposera d'un délai de six mois à compter du dépôt de l'instrument de ratification de tout Etat adhérent, conformément aux dispositions du paragraphe 5 du présent article, pour notifier son opposition à une telle adhésion, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 18.
3. De même tout Etat européen qui ratifiera le présent Accord après l'expiration du délai de deux ans prévu au paragraphe 1 du présent article pourra, au moment du dépôt de son instrument de ratification, se prévaloir de la même faculté d'opposition à l'égard de toute Partie Contractante y ayant adhéré avant la date de ce dépôt, en la notifiant conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 18.
4. Les Etats adhérents deviendront Parties Contractantes au regard des seules Parties Contractantes qui n'auront pas formulé d'opposition à leur adhésion.
5. Les instruments de ratification des Etats adhérents seront déposés auprès du Directeur général du Bureau international du Travail.

Article 15

1. Dans les relations entre un Etat adhérent et une Partie Contractante qui n'a pas formulé d'opposition à l'adhésion de cet Etat, le présent Accord entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant celui au cours duquel aura expiré le délai de six mois ouvert à cette Partie, en vertu du paragraphe 2 de l'article 14, pour formuler une opposition ou, à l'égard d'un Etat européen visé au paragraphe 3 de l'article 14, le premier jour du deuxième mois suivant celui au cours duquel sera intervenu le dépôt de son instrument de ratification.
2. Les Parties Contractantes notifieront, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 18, les dispositions des alinéas a), b) ou c) du paragraphe 1 de l'article 6 qu'elles sont convenues d'appliquer dans leurs relations mutuelles.
3. Si deux ou plusieurs Parties Contractantes ne sont pas parvenues à un accord relatif à l'application des dispositions visées au paragraphe précédent du présent article et, le cas échéant, à un accord visé au paragraphe 2 de l'article 7, lors de l'entrée en vigueur du présent Accord à leur égard, cet Accord ne prendra effet entre ces Parties qu'au moment où de tels accords deviendront applicables dans leurs relations mutuelles.
4. Dans les cas visés au paragraphe précédent du présent article, les Parties Contractantes en cause notifieront, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 18, la date à laquelle le présent Accord prendra effet entre elles.

Article 16

1. Le présent Accord demeurera en vigueur sans limitation de durée.
2. Toutefois, toute Partie Contractante pourra dénoncer le présent Accord après l'expiration d'une période de cinq années à partir de la date d'entrée en vigueur initiale de cet Accord, en le notifiant conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 18. La dénonciation ne prendra effet que six mois après avoir été enregistrée par le Directeur général du Bureau international du Travail.

Article 17

1. Après l'expiration d'une période de cinq années à partir de la date d'entrée en vigueur initiale du présent Accord, toute Partie Contractante pourra demander au Directeur général du Bureau international du Travail de convoquer une réunion afin d'examiner sa révision éventuelle.
2. Dès réception d'une demande à cet effet, le Directeur général du Bureau international du Travail en informera les autres Parties Contractantes et, après consultation des autorités compétentes des Parties Contractantes, pourra convoquer une réunion des représentants des Parties Contractantes et des Etats signataires.

Article 18

1. Les notifications visées au paragraphe 3 de l'article 2, au paragraphe 2 de l'article 3, aux paragraphes 2 et 3 de l'article 14, aux paragraphes 2 et 4 de l'article 15 et au paragraphe 2 de l'article 16 seront adressées au Directeur général du Bureau international du Travail.
2. Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera aux Parties Contractantes et aux Etats signataires :
 - a) le dépôt de tout instrument de ratification;
 - b) les dates d'entrée en vigueur et d'effet du présent Accord, conformément aux dispositions de l'article 15;
 - c) toute notification reçue en application des dispositions du paragraphe précédent du présent article.

Article 19

1. Dès l'entrée en vigueur initiale du présent Accord, une copie certifiée conforme en sera communiquée au Secrétaire général des Nations Unies par le Directeur général du Bureau international du Travail aux fins d'enregistrement, conformément aux dispositions de l'article 102 de la Charte des Nations Unies.
2. Conformément aux dispositions de l'article 102 de la Charte des Nations Unies, le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies, aux fins d'enregistrement, toute ratification et toute dénonciation dont il aura reçu notification.

Article 20

1. Deux ou plusieurs Parties Contractantes pourront conclure, en tant que de besoin, des arrangements bilatéraux ou multilatéraux pour l'application du présent Accord.

2. Le Bureau international du Travail préparera un arrangement modèle pour faciliter la conclusion des arrangements visés au paragraphe précédent du présent article.

Article 21

Un exemplaire original des textes français, allemand, anglais, espagnol et russe du présent Accord sera déposé aux archives du Bureau international du Travail. Les textes français et anglais feront également foi.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, ayant déposé leurs pleins pouvoirs respectifs, ont signé le présent Accord.

Fait à Genève, le 17 octobre 1980 en cinq exemplaires originaux, en français, en allemand, en anglais, en espagnol et en russe.

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera des copies certifiées conformes du texte du présent Accord à chacun des gouvernements des Etats signataires.

(Signé) A. Schuler
Président de la Conférence
gouvernementale

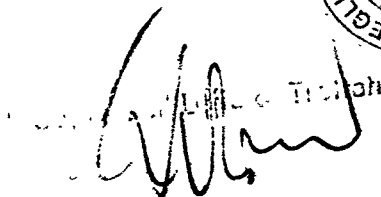
W. Fronczak
Vice-Président de la Conférence
gouvernementale

Copie certifiée conforme et complète.
Pour le Directeur général
du Bureau international du Travail :



Francis WOLF
Conseiller juridique
du Bureau international du Travail

PER COPIA CONFORME



A handwritten signature in black ink, appearing to be "L. ...".

TRADUZIONE NON UFFICIALE

ACCORDO EUROPEO

RELATIVO ALLA CONCESSIONE DI CURE MEDICHE

ALLE PERSONE IN SOGGIORNO TEMPORANEO

Gli Stati firmatari del presente Accordo,

Considerando le clausole pertinenti dell'Atto finale della Conferenza sulla sicurezza e la cooperazione in Europa;

Richiamando le raccomandazioni delle Conferenze regionali europee dell'Organizzazione internazionale del Lavoro sullo sviluppo della cooperazione in materia di sicurezza sociale;

Tenendo conto dell'importanza dei problemi di sicurezza sociale da risolvere a causa dell'estensione dei vincoli reciproci tra detti Stati e del numero di persone in soggiorno temporaneo sul territorio di uno Stato che non sia quello in virtù della cui legislazione hanno diritto a cure mediche,

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo 1

Ai fini dell'applicazione del presente Accordo:

a) il termine "Parte Contraente" designa ogni Stato che ha depositato uno strumento di ratifica;

b) il termine "legislazione" designa le leggi, i regolamenti e le disposizioni statutarie in vigore alla data della firma del presente Accordo o che entreranno in vigore successivamente su tutto o su una parte qualsiasi

del territorio di ogni Parte Contraente, relativi ai regimi di sicurezza sociale che gestiscono la concessione delle cure mediche, ivi compresi i servizi sanitari nazionali;

c) il termine "Convenzione di sicurezza sociale" designa ogni Accordo bilaterale o multilaterale che vincola o vincolerà esclusivamente due o più Parti contraenti, come pure ogni Accordo multilaterale che vincola o vincolerà almeno due Parti Contraenti e un altro Stato o vari altri Stati per quanto riguarda la concessione di cure mediche;

d) il termine "autorità competente" designa il ministro, i ministri o l'autorità corrispondente **prevista dalla** legislazione di ogni Parte Contraente, su tutto o su una parte qualsiasi del territorio di detta Parte;

e) il termine "istituzione competente" designa:

i) quando si tratti di un regime di assicurazione sociale, l'Istituzione della Parte Contraente presso la quale l'interessato può far valere un diritto a cure mediche o presso la quale potrebbe far valere tale diritto, se si trovasse sul territorio di detta Parte;

ii) qualora si tratti di un regime che non sia un regime di assicurazione sociale, l'istituzione designata dall'autorità competente della Parte Contraente in questione;

f) il termine "Stato competente" designa la Parte Con

traente sul cui territorio si trova l'istituzione competente;

g) il termine "soggiorno" designa il soggiorno temporaneo sul territorio di una Parte Contraente che non sia lo Stato competente, nei limiti della durata prescritta, se del caso, dalla regolamentazione nazionale della prima Parte;

h) il termine "istituzione del luogo di soggiorno" designa l'istituzione abilitata a concedere la cure mediche nel luogo in cui l'interessato soggiorna, secondo la legislazione della Parte Contraente applicata da detta istituzione;

i) il termine "cure mediche" designa le cure mediche richieste in caso di malattia, incidente o maternità;

j) il termine "caso di assoluta urgenza" designa i casi in cui la concessione delle cure mediche o delle relative prestazioni non può essere differita senza mettere in pericolo la vita o la salute dell'interessato.

Articolo 2

1. Sono ammesse a beneficiare delle disposizioni del presente Accordo tutte le persone che possono far valere un diritto a cure mediche in base alla legislazione di una Parte Contraente, o che potrebbero far valere un diritto a cure mediche in base alla legislazione di det

ta Parte, se si trovassero sul suo territorio.

2. Tuttavia, qualora la legislazione di una Parte Contraente comporti vari regimi di cure mediche, questa Parte può precisare all'allegato I i regimi di cure mediche previsti dalla sua legislazione e ai quali il presente Accordo è applicabile, nei suoi rapporti con qualsiasi altra Parte Contraente con la quale ha convenuto di applicare le disposizioni del comma b) o del comma c) del paragrafo 1 dell'articolo 6.

3. Ogni Parte Contraente interessata notificherà, in conformità alle disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo 18, ogni emendamento da apportare all'allegato I.

Articolo 3

1. Il presente Accordo si sostituisce alle corrispondenti disposizioni di ogni Convenzione di sicurezza sociale, per quanto riguarda i rapporti tra le Parti Contraenti, a condizione che tali disposizioni siano menzionate all'Allegato II, di comune accordo tra le Parti Contraenti in causa.

2. Le Parti Contraenti in causa notificheranno, di comune accordo, per quanto le riguarda, in conformità alle disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo 18, ogni emendamento da apportare all'Allegato II.

Articolo 4

1. Le persone ammesse a beneficiare delle disposizioni del presente Accordo ed il cui stato necessiti immediata mente di cure mediche, secondo un parere medico, durante un soggiorno sul territorio di una Parte Contraente che non sia lo Stato competente, ricevono le cure mediche ri chieste dalla loro condizione, come se ne avessero dirit to in virtù della legislazione di detta Parte. Tali cure sono concesse dall'istituzione del luogo di soggiorno, secondo le disposizioni legislative che questa istituzione applica, come se gli interessati dipendessero dalla suddetta istituzione, sino alla loro guarigione, o fino a quando il loro stato permetta loro, secondo parere medico, di ritornare o di essere rimpatriati sul territorio della Parte Contraente nella quale risiedono, alle condizioni previste al paragrafo 3 del presente articolo.

2. La concessione di protesi, di grandi apparecchiature e di altre prestazioni in natura di grande importanza, che ~~debbono~~ essere definite di comune accordo, da parte dele le autorità competenti delle Parti Contraenti in causa, è subordinata all'autorizzazione dell'Istituto competente, nei rapporti tra gli Istituti che applicano le disposizioni del comma b) del paragrafo 1 dell'articolo 6. Tuttavia, questa autorizzazione non è richiesta in casi di urgenza assoluta.

3. Se lo stato di una persona di cui al paragrafo 1 del presente articolo non gli permette di ritornare con i propri mezzi nel territorio dello Stato in cui risiede, ma permette tuttavia il suo trasporto, l'istituzione del luogo di soggiorno adotta i provvedimenti necessari per garantire il rimpatrio di detta persone nel territorio di detto Stato, in collegamento con l'istituzione competente, a condizione che un accordo sia stato stipulato in tal senso tra le Parti Contraenti interessate o tra le loro autorità competenti.

4. Qualora la legislazione applicata dall'istituzione del luogo di soggiorno comporti vari regimi di cure mediche, le disposizioni applicabili alla concessione di cure mediche in virtù delle disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo, sono quelle del regime generale, o in mancanza, del regime dal quale dipendono i lavoratori salariati dell'industria.

5. Fatte salve le disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo, le disposizioni del presente Accordo non sono applicabili alle persone che si recano nel territorio di una Parte Contraente che non sia lo Stato competente al fine di ricevere cure mediche.

Articolo 5

1. Per beneficiare delle cure mediche in base alle di-

sposizioni del paragrafo 1 dell'articolo 4, l'interessato deve fornire la prova del suo diritto alle cure mediche, ai sensi della legislazione di una Parte Contraente che non sia quella sul cui territorio si trova.

2. La prova di cui al paragrafo precedente del presente articolo, è fornita mediante un attestato rilasciato dall'istituzione competente, sulla base di un modello concordato tra le Autorità competenti delle Parti Contraenti.

3. Qualora l'interessato abbia diritto alle cure mediche, ai sensi della legislazione di una Parte Contraente che garantisce tale diritto a tutti i cittadini o residenti di detta Parte, l'interessato può essere autorizzato a produrre, invece dell'attestato di cui al paragrafo precedente del presente articolo, il suo passaporto o altra carta d'identità riconosciuta come equivalente, qualora le autorità competenti delle Parti Contraenti in causa abbiano deciso in tale senso di comune accordo.

4. In caso di urgenza assoluta le cure mediche non possono essere rifiutate all'interessato per il motivo che non è in grado di presentare tempestivamente l'attestato di cui al paragrafo 2 o di produrre uno dei documenti di cui al precedente paragrafo del presente articolo. Tuttavia, in questo caso, l'istituzione del luogo di soggiorno si rivolge all'istituzione competente per determinare se l'interessato è ammesso a beneficiare delle disposizioni del presente Accordo. Malgrado le disposizio

ni del paragrafo 1 dell'articolo 2, le Parti Contraenti che hanno convenuto di applicare le disposizioni del comma b) o del comma c) del paragrafo 1 dell'articolo 6 potranno regolare di comune accordo le difficoltà derivanti dall'applicazione della frase precedente del presente paragrafo.

5. Qualora la vita o la salute di una persona il cui stato richiede cure mediche sia gravemente minacciata, o se si tratta di una persona ricoverata di meno di 18 anni, e separata dalla sua famiglia, è auspicabile, nell'interesse della persona interessata, informare l'autorità consolare della Parte Contraente sul cui territorio detta persona risiede.

Articolo 6

1. Le spese di cure mediche sostenute dall'istituzione del luogo di soggiorno, ai sensi delle disposizioni dello articolo 4:

a) non danno luogo a nessun rimborso da parte della istituzione competente;

b) danno luogo ad un rimborso integrale da parte dell'istituzione competente, dietro prova delle spese effettive, ad esclusione delle spese amministrative;

c) danno luogo a rimborso da parte dell'istituzione competente, in base ad intese specifiche, a seconda che le Parti Contraenti abbiano convenuto di applicare le disposizioni dei comma a), b) o c) del presente paragrafo.

2. Nei rapporti tra le Parti Contraenti che hanno convenuto di applicare le disposizioni del comma b) del precedente paragrafo del presente articolo, l'istituzione competente rimborsa l'ammontare effettivo delle spese di cure mediche sostenute dall'istituzione del luogo di soggiorno, ai sensi delle disposizioni dell'articolo 4, come risulta dalla contabilità di quest'ultima istituzione. L'ammontare delle spese da rimborsare non può eccedere l'ammontare effettivo delle spese inerenti a cure mediche identiche che sarebbero state concesse a beneficiari che dipendo normalmente dall'istituzione del luogo di soggiorno.

3. Nei rapporti tra Parti Contraenti che abbiano convenuto di applicare le disposizioni del comma c) del paragrafo 1 del presente articolo, l'istituzione competente rimborsa l'ammontare delle spese di cure mediche sostenute dall'istituzione del luogo di soggiorno ai sensi delle disposizioni dell'articolo 4, in conformità alle intese specifiche stipulate tra queste due Parti, segnatamente in base ai forfaits stabiliti di comune accordo tra le autorità competenti dalle suddette Parti, sulla base di tutti i riferimenti adeguati, estratti dai dati disponibili.

Articolo 7

1. Qualora, ai sensi del presente Accordo, l'istituzione di una Parte Contraente sia debitrice di somme destina

te al rimborso delle spese sostenute dall'istituzione di un'altra Parte Contraente, il debito sarà espresso nella valuta della seconda Parte. La prima istituzione salda validamente il suo debito in detta valuta, a meno che le Parti Contraenti in causa non convengano in altre modalità.

2. I trasferimenti di somme risultanti dall'applicazione del presente Accordo sono effettuati in caso di bisogno, in conformità agli accordi in vigore in detta materia, al momento del trasferimento, tra le Parti Contraenti. In mancanza, accordi specifici dovranno essere stipulati tra le Parti interessate.

Articolo 8

1. Le autorità competenti delle Parti Contraenti si comunicano:

a) ogni informazione utile all'applicazione del presente Accordo;

b) ogni informazione relativa ai provvedimenti presi per l'applicazione del presente Accordo;

c) ogni informazione relativa alle modifiche della loro legislazione suscettibile di pregiudicare l'applicazione del presente Accordo.

2. Ai fini dell'applicazione del presente Accordo, le autorità ed istituzioni delle Parti Contraenti ~~interverranno~~

no i loro buoni uffici, come se si trattasse dell'applicazione della loro legislazione. L'assistenza amministrativa di dette autorità e istituzioni è, in linea di massima, gratuita. Tuttavia, le autorità competenti delle Parti Contraenti possono convenire sul rimborso di determinate spese.

3. Per l'applicazione del presente Accordo, le autorità ed istituzioni delle Parti Contraenti possono comunicare direttamente tra di loro.

4. Le autorità ed istituzioni delle Parti Contraenti possono anche comunicare con gli interessati o i loro mandati, nell'interesse delle persone ammesse a beneficiare delle disposizioni del presente Accordo.

5. Le autorità competenti delle Parti Contraenti adottano ogni provvedimento che possa ritenersi necessario per facilitare la soluzione di determinati casi particolari, individuali o collettivi, nell'interesse delle persone ammesse a beneficiare delle disposizioni del presente Accordo.

Articolo 9

1. Il beneficio di esenzioni o riduzioni di tasse, timbri, diritti di cancelleria o di registrazione, previsti dalla legislazione di una Parte Contraente per atti o documenti da produrre in applicazione della legislazione

di detta Parte, è esteso agli atti o documenti analoghi da produrre in applicazione della legislazione di un'altra Parte Contraente o del presente Accordo.

2. Qualsiasi atto, documento o scritto a carattere ufficiale da produrre ai fini dell'applicazione del presente Accordo è dispensato dalla autenticazione e da ogni altra analoga formalità.

Articolo 10

1. Le domande o i ricorsi che avrebbero dovuto essere presentati, ai sensi della legislazione di una Parte Contraente, ad una scadenza determinata, presso l'istituzione di detta Parte, sono ricevibili se sono presentati entro la medesima scadenza presso un'istituzione corrispondente di un'altra Parte Contraente. In questo caso, l'istituzione così investita, trasmette senza indugio dette domande o ricorsi all'istituzione della prima Parte competente a giudicarne, sia direttamente sia mediante le autorità competenti delle Parti Contraenti in causa. La data alla quale tali domande o ricorsi sono stati presentati presso un'istituzione della seconda Parte è considerata come data di presentazione presso l'istituzione competente a giudicarne.

2. Le domande, dichiarazioni, ricorsi ed altri scritti che sono presentati, ai fini dell'applicazione del presente Accordo, presso un'autorità o una istituzione di una

Parte Contraente non possono essere respinti per il motivo che sono redatti nella lingua ufficiale di un'altra Parte Contraente.

Articolo 11

Ogni controversia che sorga tra due o più Parti Contraenti, relativa all'interpretazione o all'applicazione del presente Accordo sarà risolta mediante trattativa diretta tra le autorità competenti delle Parti Contraenti interessate. Qualora si tratti di una questione che interessa tutte le Parti Contraenti, il Direttore Generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro potrà sottoporre la controversia, su domanda di queste autorità e dopo consultazione delle autorità competenti delle altre Parti Contraenti, ad una riunione di rappresentanti delle autorità competenti di tutte le Parti Contraenti che esprimerà un parere su tale questione.

Articolo 12

Gli allegati di cui al paragrafo 2 dell'articolo 2 ed al paragrafo 1 dell'articolo 3, come anche gli emendamenti che saranno apportati a tali allegati, fanno parte integrante del presente Accordo.

Articolo 13

1. Il presente Accordo è aperto alla firma di ogni Stato europeo ^{presso} l'Ufficio internazionale del Lavoro.
2. Il presente Accordo sarà sottoposto a ratifica. Gli strumenti di ratifica saranno depositati presso il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro.
3. Il presente Accordo entrerà in vigore il primo giorno del secondo mese successivo a quello nel corso del quale avrà avuto luogo il deposito del secondo strumento di ratifica.
4. Per ogni Stato che lo ratificherà ulteriormente, il presente Accordo entrerà in vigore il primo giorno del secondo mese successivo a quello nel corso del quale avrà avuto luogo il deposito del suo strumento di ratifica.

Articolo 14

1. Successivamente alla scadenza di un periodo di due anni a partire dalla data di entrata in vigore iniziale del presente Accordo, ogni membro non europeo dell'Organizzazione internazionale del Lavoro potrà aderire a tale Accordo.
2. Tuttavia, ogni Parte contraente del presente Accordo disporrà di una scadenza di sei mesi a partire dal deposito dello strumento di ratifica di ogni Stato aderente, in conformità alle disposizioni del paragrafo 5 del presente articolo, per notificare la sua opposizione ad una tale adesio-

ne, in conformità alle disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo 18.

3. Allo stesso modo, ogni Stato europeo che ratificherà il presente Accordo dopo la scadenza del termine di due anni previsto al paragrafo 1 del presente articolo potrà, al momento del deposito del suo strumento di ratifica, avvalersi della medesima facoltà di opposizione nei confronti di ogni Parte Contraente che vi abbia aderito prima della data di detto deposito, notificandola in conformità alle disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo 18.

4. Gli Stati aderenti diverranno Parti Contraenti nei confronti delle sole Parti Contraenti che non avranno formulato opposizione alla loro adesione.

5. Gli strumenti di ratifica degli Stati aderenti saranno depositati presso il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro.

Articolo 15

1. Nei rapporti tra uno Stato aderente ed una Parte Contraente che non abbia espresso opposizione all'adesione di questo Stato, il presente Accordo entrerà in vigore il primo giorno del secondo mese successivo a quello nel corso nel quale sarà scaduto il termine di sei mesi a disposizione di tale Parte, ai sensi del paragrafo 2 dell'articolo 14, al fine di esprimere un'opposizione o, nei confronti di uno Stato europeo di cui al paragrafo 3 dell'articolo 14, il pri

mo giorno del secondo mese successivo a quello in cui sarà avvenuto il deposito del suo strumento di ratifica.

2. Le Parti Contraenti notificheranno, in conformità alle disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo 18, le disposizioni dei comma a), b) o c) del paragrafo 1 dell'articolo 6 che hanno convenuto di applicare nei loro reciproci rapporti.

3. Qualora due o più Parti Contraenti non siano addivenute ad un accordo relativo all'applicazione delle disposizioni di cui al paragrafo precedente del presente articolo e, se del caso, ad un Accordo di cui al paragrafo 2 dell'articolo 7, al momento dell'entrata in vigore del presente Accordo nei loro confronti, tale Accordo avrà effetto tra le Parti solo al momento in cui questi Accordi diverranno applicabili nei loro reciproci rapporti.

4. Nei casi di cui al paragrafo precedente del presente articolo, le Parti Contraenti in causa notificheranno, in conformità alle disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo 18, la data alla quale il presente Accordo entrerà in vigore tra di loro.

Articolo 16

1. Il presente Accordo rimarrà in vigore senza limitazione di durata.

2. Tuttavia, ogni Parte Contraente potrà disdire il presente Accordo dopo la scadenza di un periodo di cinque anni a decorrere dalla data di entrata in vigore iniziale di questo Accordo, notificandolo in conformità alle disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo 18. La disdetta avrà effetto solo sei mesi dopo la sua registrazione da parte del Direttore Generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro.

Articolo 17

1. Alla scadenza di un periodo di cinque anni a decorrere dalla data di entrata in vigore iniziale del presente Accordo, ogni Parte Contraente potrà domandare al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro di convocare una riunione per esaminare la sua eventuale revisione.

2. Non appena avrà ricevuto una domanda in tal senso, il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro ne informerà le altre Parti Contraenti, e, dopo consultazione delle autorità competenti delle Parti Contraenti, potrà convocare una riunione dei rappresentanti delle Parti Contraenti e degli Stati firmatari.

Articolo 18

1. Le notifiche di cui al paragrafo 3 dell'articolo 2, al paragrafo 2 dell'articolo 3, ai paragrafi 2 e 3 dell'ar-

articolo 14, ai paragrafi 2 e 4 dell'articolo 15 ed al paragrafo 2 dell'articolo 16 saranno indirizzate al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro.

2. Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro comunicherà alle Parti Contraenti ed agli Stati firmatari:

- a) il deposito di ogni strumento di ratifica;
- b) le date di entrata in vigore e di esecuzione del presente Accordo, in conformità alle disposizioni dell'articolo 15;
- c) ogni notifica ricevuta in conformità alle disposizioni del paragrafo precedente del presente articolo.

Articolo 19

1. Dal momento dell'entrata in vigore del presente Accordo, una copia autenticata conforme sarà trasmessa al Segretario generale delle Nazioni Unite dal Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro, per essere registrata, in conformità alle disposizioni dell'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite.

2. In conformità alle disposizioni dell'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite, il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro trasmetterà al Segretario generale delle Nazioni Unite, ai fini della registrazione, ogni ratifica ed ogni denuncia di cui abbia ricevuto notifica.

Articolo 20

1. Due o più Parti Contraenti potranno concludere, in caso di necessità, intese bilaterali o multilaterali per l'applicazione del presente Accordo.

2. L'Ufficio internazionale del Lavoro predisporrà una intesa-modello al fine di facilitare il raggiungimento delle intese di cui al paragrafo precedente del presente articolo.

Articolo 21

Un esemplare originale dei testi francese, tedesco, inglese, spagnolo e russo del presente Accordo sarà depositato negli archivi dell'Ufficio internazionale del Lavoro. I testi francese ed inglese faranno ugualmente fede.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, avendo depositato i loro rispettivi poteri, hanno firmato il presente Accordo.

Fatto a Ginevra, il 17 ottobre 1980, in cinque esemplari originali, in francese, in tedesco, in inglese, in spagnolo ed in russo.

Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro comunicherà copie autenticate conformi del testo del presente Accordo ad ognuno dei governi degli Stati firmatari.

(Firmato) A. Schuler
Presidente della Conferenza governativa

W. Franczak
Vice-Presidente della Conferenza governativa